

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Maroc

Une publication du SER de Rabat
21 septembre au 2 octobre 2026

Le chiffre à retenir

4,0 %
**Croissance économique T2
2026**

Selon les comptes nationaux, la croissance économique s'est établie à +4,0 % au T2 2026, contre +5,8 % au T2 2025 et +4,6 % au T1 2026. Ce ralentissement reflète principalement la décélération des activités non agricoles (+1,5 %, contre +4,9 % un an plus tôt), partiellement compensée par le net rebond de la valeur ajoutée agricole, qui

progresses de +21,2 % (contre +8,3 %).

Côté demande, la demande intérieure demeure le principal moteur de la croissance, avec une contribution de +5,6 points de pourcentage (pp), contre +10,3 pp un an plus tôt. Les dépenses de consommation finale des ménages accélèrent (+4,1 %, contre +1,8 %), pour une contribution de +2,3 pp, tandis que celles des administrations publiques progressent de +4,6 % (+1,0 pp). L'investissement brut ralentit nettement (+6,8 %, contre +20,3 %), pour une contribution ramenée à +2,5 pp (contre +6,5 pp). Enfin, le commerce extérieur continue de peser sur la croissance (-2,2 pp), les importations (+9,1 %) demeurant plus dynamiques que les exportations (+7,6 %) ; cette contribution négative s'avère toutefois moins défavorable qu'au 2^{ème} trimestre 2025 (-4,7 pp).

Côté offre, le secteur primaire progresse de +20,9 % (contre +7,6 %), porté par l'agriculture et par la pêche (+15,9 %, après -8,5 %). Le secteur secondaire se contracte de -3,9 % (contre +5,8 %), sous l'effet du recul des industries extractives (-28,6 %) et des industries de transformation (-3,2 %), la construction ralentissant à +2,8 % (contre +7,6 %). Le secteur tertiaire maintient une croissance de +4,0 % (contre +4,5 %), soutenu notamment par les services financiers et assurances (+7,7 %) et par l'éducation, la santé et l'action sociale (+6,4 %).

Activités macroéconomiques & financières

Notation souveraine : Fitch Ratings a confirmé la note du Maroc à BB+, assortie d'une perspective stable.

Fitch justifie sa note par la qualité des politiques macroéconomiques, le niveau suffisant des réserves de liquidité extérieure et le soutien des créanciers officiels, qui confèrent au Maroc un profil d'endettement relativement favorable.

Le déficit budgétaire s'établirait à -4 % du PIB en 2026 (-3,5 % en 2025), sous l'effet de dépenses temporaires liées à la crise du détroit d'Ormuz : la hausse des prix de l'énergie alourdit la compensation du gaz butane, le soutien aux transporteurs et les transferts à l'ONEE. Il reviendrait à -3,4 % en moyenne sur 2027-2028. La dette publique resterait proche de 67 % du PIB en 2028, soit un niveau nettement supérieur à la médiane de 51 % des pays notés BB. Les risques de refinancement et de change sont toutefois partiellement atténués par la structure de la dette (maturités longues, forte part de taux fixes, recours important aux financements extérieurs concessionnels et faible part de la dette en devises).

Sur le plan extérieur, le déficit courant se creuserait à -3,8 % du PIB en 2026 (-2,5 % en 2025), avant de revenir à -2,6 % en moyenne sur 2027-2028. Les réserves officielles, à 48 Md USD fin 2025, couvriraient en moyenne 5,1 mois de paiements courants sur 2026-2028. Le FMI a par ailleurs approuvé en avril une seconde ligne de crédit modulable de deux ans (environ 4,5 Md USD), qui constitue un coussin de sécurité supplémentaire.

OCP : L'OCP a clôturé le 1^{er} semestre 2026 avec un chiffre d'affaires de 48,4 Md MAD, en recul de 7,3 % sur un an

Cette baisse reflète principalement la contraction des volumes écoulés. Les tensions au Moyen-Orient ont provoqué une flambée du prix du soufre, intrant principal de la production d'engrais phosphatés. Les prix des engrais n'ont progressé que d'environ +20 %, les agriculteurs ne pouvant absorber l'intégralité du surcoût. La dégradation de l'accessibilité économique a pesé sur les achats en Inde (déstockage), en Europe (stocks constitués fin 2025) et en Afrique, et les échanges mondiaux d'engrais phosphatés ont reculé d'environ -22 % sur le semestre.

Les revenus reculent de -7 % pour les engrais (en monnaie locale), de -28 % pour la roche phosphatée et de -9 % pour l'acide phosphorique, le groupe ayant

privilegié l'acide disponible pour sa propre production d'engrais. La marge brute baisse de -20,9 % à 26,4 Md MAD (taux de 55 %, contre 64 %). L'EBITDA (équivalent de l'excédent brut d'exploitation) recule de -28,5 % à 13,3 Md MAD (18,6 Md MAD au S1 2025).

Innovation : Le Maroc gagne trois places dans l'édition 2026 du Global Innovation Index (GII)

Publiée mardi par l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) à Genève, le Maroc atteint la 54^{ème} place sur 139 économies, son meilleur classement historique. Il se classe 4^{ème} parmi les pays à revenu intermédiaire inférieur et 7^{ème} dans la région Afrique du Nord et Asie de l'Ouest.

Selon l'OMPI, cette progression reflète l'association d'une montée en gamme industrielle et d'une valorisation commerciale croissante des actifs incorporels. Le Maroc se classe 5^{ème} pour les dessins et modèles industriels, 8^{ème} pour l'intensité des actifs incorporels, 13^{ème} pour la croissance de la productivité du travail et 16^{ème} pour les marques. Il est également 22^{ème} pour la stabilité des politiques publiques pour les affaires, 23^{ème} pour la part de diplômés en sciences et en ingénierie et 28^{ème} pour la production manufacturière de haute technologie. Le rapport y voit le signe d'une transformation structurelle, avec le passage progressif d'une économie fondée sur les matières premières et la production à faible coût vers des secteurs plus intensifs en technologie et en capital immatériel.

Grands projets, environnement, industries

Assurance : Axa Atlantic Africa et l'UM6P ont signé un accord de collaboration en matière d'intelligence artificielle

L'accord, signé le 15 septembre à Paris, vise à développer des compétences et des solutions en intelligence artificielle pour le secteur africain de l'assurance. Il s'appuie sur l'Artificial Intelligence Applied Research Center (AI-ARC) de l'UM6P, en collaboration avec le College of Computing et l'école de code 1337, et s'articule autour de trois axes : formation continue, recherche et développement, et missions de conseil sur les applications concrètes de l'IA, de la data et des technologies émergentes. Les applications visées : gestion des risques, tarification, détection de la fraude et optimisation des processus.

Intelligence artificielle : premières réalisations du partenariat entre Mistral et le ministère de la Transition numérique

Le Ministère de la Transition numérique et de la Réforme de l'administration et Mistral ont annoncé le 29 septembre la mise à disposition en open source des premières réalisations issues de leur partenariat stratégique : un classificateur capable d'identifier et de distinguer différents dialectes arabes, dont le darija marocain, et une déclinaison du modèle de reconnaissance vocale Voxtral adaptée au darija, qui transcrit la parole en texte y compris lorsque le locuteur alterne arabe, français et anglais. D'autres modèles et cas d'usage sont en cours de développement pour renforcer les capacités nationales en IA générative, traitement du langage, reconnaissance vocale et services publics numériques.

Industrie : OCP Maintenance Solutions et NTN Europe s'allient dans la maintenance prédictive par l'IA

L'accord de partenariat, signé le 21 septembre, a pour objectif de proposer aux industriels européens une offre intégrée de maintenance prédictive combinant expertise mécanique, analyse des données et intelligence artificielle. Le déploiement de cette offre commencera en France avant de s'étendre progressivement à d'autres marchés.

Nador West Med : le terminal Est prêt pour ses premières escales commerciales

West Med Container Terminal (WMCT), concessionnaire du terminal Est du port Nador West Med, a annoncé le 10 septembre avoir achevé sa préparation

opérationnelle à l'issue d'une escale test en conditions réelles, en avance sur le calendrier initial, qui visait le dernier trimestre 2026. Le terminal dispose de 1 520 m de quai, d'un tirant d'eau de 18 m et de 70 ha de terre-pleins, pour une capacité de 3,4 millions d'EVP, et est conçu pour accueillir les plus grands porte-conteneurs du monde. WMCT, détenue à parité par Marsa Maroc et TIL (groupe MSC), n'a pas encore indiqué quel service assurera la première escale régulière.

Solaire flottant : l'Agence du bassin du Sebou sonde le potentiel de 12 barrages

Quelques jours après la mise en service de la plus grande centrale solaire flottante du continent, qui couvre 10 % des besoins énergétiques du port de Tanger Med, c'est au tour de l'Agence du bassin hydraulique du Sebou de lancer un appel d'offres international portant sur une étude d'opportunité du solaire flottant sur 12 grands barrages du bassin versant du Sebou. L'ouverture des plis était fixée au 2 octobre 2026, pour un montant estimé à 3 M MAD TTC.

Énergie solaire : OCP met sous tension le 1^{er} système de stockage par batteries à grande échelle au Maroc

OCP Green Energy a mis sous tension, sur le site minier de Benguerir, un système de stockage par batteries lithium-fer-phosphate (LFP), présenté comme le 1^{er} de cette technologie déployé à grande échelle dans le Royaume. D'une capacité de 25 MW/125 MWh, soit cinq heures de décharge à pleine puissance, l'installation est adossée à la centrale photovoltaïque de Benguerir. La mise sous tension ouvre une phase de tests de performance de quelques semaines avant l'entrée en exploitation commerciale. Le système doit lisser l'intermittence du photovoltaïque, sécuriser l'alimentation des installations et améliorer la flexibilité du système électrique, avec à la clé une réduction de 25 % de la facture électrique du site aux heures de pointe. L'investissement s'élève à 170 M MAD.

Ferroviaire : la LGV pourrait aller jusqu'à Essaouira

Le décret n° 2.26.605, publié au Bulletin officiel du 7 septembre 2026, déclare d'utilité publique la construction d'une liaison ferroviaire entre Chichaoua et Essaouira, ainsi que celle de la ligne à grande vitesse entre Marrakech et Agadir. Le décret officialise le tracé et permet d'entamer les procédures administratives et foncières, y compris l'expropriation des terrains nécessaires. Le texte qualifie la liaison Chichaoua-Essaouira de ligne à grande vitesse, même si la vitesse effective et le type de desserte restent à préciser.

Indicateurs macroéconomiques 2025

	Taux de croissance du PIB réel	Taux d'inflation	Taux de chômage	Déficit courant	Déficit budgétaire	Dette du Trésor
Banque Mondiale	4,7 %	0,8 %	13 %	2,1 %	3,6 %	67,2 %
FMI	4,9 %	0,8 %	13 %	2,1 %	3,5 %	67,1 %
Bank Al-Maghrib	4,8 %	0,8 %	13,1 %	2,3 %	3,6 %	-
Haut-Commissariat au Plan	4,6 %	0,8 %	13 %	2,4 %	3,6 %	67,4 %

Indicateurs macroéconomiques 2026

	Taux de croissance du PIB réel	Taux d'inflation	Taux de chômage	Déficit courant	Déficit budgétaire	Dette du Trésor
Banque Mondiale	4,2 %	2,4 %	13,3 %	3,3 %	3,8 %	67,8 %
FMI	4,4 %	1,6 %	12,3 %	3,3 %	3,4 %	65,9 %
Bank Al-Maghrib	5,6 %	0,8 %	-	3,1 %	3,5 %	65,8 %
Haut-Commissariat au Plan	5,0 %	-	13,3 %	1,9 %	3,2 %	66,1 %

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Vincent Toussaint

Rédaction : SER de Rabat

Abonnez-vous : lena.bentouta@dgtresor.gouv.fr